



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 1064

Texte de la question

## SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Mme la présidente. La parole est à M. Roland Muzeau, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine. M. Roland Muzeau. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre. Chaque jour, 3 000 de nos concitoyens perdent leur emploi. Après 90 000 emplois détruits en janvier, pas un jour ne passe sans l'annonce de nouvelles réductions d'activité, de compression d'effectifs, de fermetures de sites. Partout en France, des centaines de milliers d'hommes et de femmes sont menacés de basculer dans le chômage.

Malgré la crise, les actionnaires, eux, se portent bien. Ils vont continuer à toucher le pactole. À elles seules, sept sociétés du CAC 40, dont Total, France Télécom et BNP Paribas, leur verseront cette année 21 milliards d'euros de dividendes. (*" Scandaleux ! " sur les bancs du groupe SRC.*)

Ceux qui vont subir les conséquences de la crise et de votre indifférence à leur égard, ce sont ceux qui n'ont ni Rolex, ni revenus spéculatifs. À ces millions de Français qui souffrent, vous ne proposez rien. Vous avez obstinément refusé d'assortir les milliards de garanties accordés aux banques de contreparties en termes de soutien à l'économie. De même, en échange des aides aux entreprises, vous ne réclamez aucun engagement en matière de maintien de l'emploi et d'augmentation des salaires.

Pourquoi refusez-vous aussi de revenir sur les mesures ruineuses et inefficaces du paquet fiscal (*" Ah, cela faisait longtemps ! " sur les bancs du groupe UMP*) et de défiscalisation des heures supplémentaires, de modifier la politique de l'emploi dans la fonction publique, de revaloriser les salaires et les minima sociaux ? Pourtant, voilà qui aurait du sens, comme en aurait l'instauration d'un droit de regard des syndicats de salariés sur l'utilisation des aides publiques.

Ma question est donc simple, monsieur le Premier ministre : quand donc allez-vous prendre la mesure de la situation et proposer d'orienter les milliards que vous consentez aux banques et aux entreprises vers l'investissement productif, la sauvegarde de l'emploi, l'augmentation des salaires ? Allez-vous enfin convoquer une conférence nationale sur les salaires ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

Mme la présidente. La parole est à M. Luc Chatel, secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement.

M. Jean-Pierre Brard. Le problème c'est qu'il n'est que porte-parole du Gouvernement !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement.*

Monsieur le député, il s'agit moins de commenter les chiffres de la croissance ou du chômage que de prendre des mesures concrètes pour agir et sortir au plus vite de la crise. (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR.*)

M. Maxime Gremetz. Quelle modestie !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État.* C'est précisément ce que fait le Gouvernement depuis maintenant plus de six mois, monsieur Muzeau. D'abord, il a pris conscience de l'ampleur et de la violence inédite de cette crise mondiale, dès le mois de septembre, et il a adopté des mesures qu'à mon regret vous n'avez pas approuvées dans cet hémicycle : le plan de sauvetage des banques, le plan de relance de l'économie par l'investissement, le plan de soutien à l'automobile - premier secteur à être touché de plein fouet.

Monsieur le député, je n'ai pas le sentiment que le Gouvernement traite avec indifférence les plus démunis de nos concitoyens...

M. André Gerin. Si, si !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. ... alors qu'au mois d'avril prochain, anticipant l'application du RSA, il versera une prime de solidarité active de 200 euros...

M. Jean-Pierre Brard. C'est trop pour Carlos Ghosn !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. ...à tous les futurs bénéficiaires du RSA. Il ne traite pas avec indifférence les plus démunis en augmentant le minimum vieillesse de près de 7 % le mois prochain.

Enfin, monsieur le député, après la rencontre avec les organisations de salariés du 18 février dernier, nous allons adopter progressivement plusieurs mesures qui feront l'objet d'une loi de finances rectificative. Il s'agit en particulier de la suppression des deuxième et troisième tiers de l'impôt sur le revenu. (*" Une honte ! " sur les bancs du groupe GDR.*)

M. Roland Muzeau. Et les salaires ?

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. Voyez, monsieur Muzeau, il faut sortir au plus vite de la crise, tout en adoptant un maximum de mesures en faveur de nos compatriotes les plus démunis. C'est ce que fait le gouvernement de François Fillon depuis six mois,...

M. Jean-Pierre Brard. Pinocchio !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. ...et nous serions heureux que tous les groupes parlementaires s'associent à cet élan face à la crise, dans un mouvement d'union nationale. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur** : [M. Roland Muzeau](#)

**Circonscription** : Hauts-de-Seine (1<sup>re</sup> circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 1064

**Rubrique** : Politique économique

**Ministère interrogé** : Industrie et consommation

**Ministère attributaire** : Industrie et consommation

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 11 mars 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 11 mars 2009